

Reprise de la production industrielle U.S.

WASHINGTON (AFP) — La production industrielle américaine a progressé de 0,3 % en août, enregistrant ainsi sa cinquième hausse mensuelle consécutive, a annoncé hier la Réserve fédérale (Fed).

La production industrielle avait augmenté de 0,6 % en juillet et de 0,8 % en juin, a indiqué la Fed qui

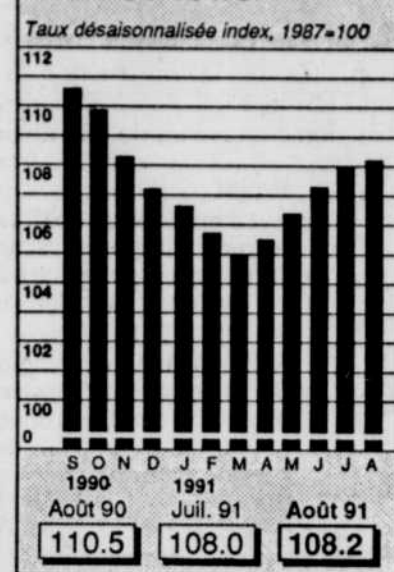
a révisé en hausse ses précédentes estimations (+0,5 % en juillet et +0,6 % en juin). La nouvelle progression de la

production industrielle en août est légèrement inférieure aux prévisions des experts qui tablaient généralement sur une hausse de 0,5 %. Elle vient néanmoins confirmer que la reprise de l'activité dans l'industrie se poursuit, soulignent les analystes.

L'industrie est actuellement le

seul secteur dynamique dans l'économie américaine qui continue à souffrir d'une faiblesse des dé-

Production industrielle



penses de consommation et de difficultés dans l'immobilier.

En dépit des bons chiffres de ces derniers mois, la production industrielle en août est inférieure de 2 % à celle d'août 1990 lors du début de la récession.

Le ralentissement de la hausse de la production industrielle le mois dernier s'explique notamment par une rechute de 9,3 % de la production automobile. En excluant ce secteur, la production industrielle a crû de 0,5 % en août, a précisé la Fed.

La production dans l'industrie manufacturière a progressé de 0,3 % en août après une hausse de 0,7 % en juillet. La production dans les services publics (électricité, gaz...) a augmenté de 0,8 % (contre une baisse de 0,9 % en juillet) alors que celle dans l'industrie minière a reculé de 1,1 % (+1 % le mois précédent).

Globalement, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a augmenté en août de 0,1 point pour atteindre 80 % contre 79,9 % en juillet, a ajouté la Fed.

EN UN CLIN D'OEIL

Mode: quatre entreprises investissent 2,4 millions \$

MONTRÉAL — Quatre entreprises montréalaises de la mode consacrent 2 345 000 \$ à des projets distincts d'achat d'équipement ou d'investissement dans leurs fonds de roulement. La Société de développement industriel du Québec y contribue en allouant 1,4 million \$ de prêts participatifs que se partageront Chapellerie artistique, Créations Élégant Lady, Vêtements Made to fit et Bagatelle Canada.

Aérospatiale et Deutsche Airbus s'associent

FRANCFORT — Les compagnies aéronautiques Aérospatiale (France) et Deutsche Airbus (Allemagne), vont construire un nouvel avion transporteur qui prendra la succession du « Super-Guppy » pour le transport des éléments des avions Airbus. Pour construire le nouveau transporteur, baptisé « Sat » pour Super Airbus Transporter, les deux partenaires vont créer une filiale commune, à 50/50.

IAF BioChem fractionne ses actions ordinaires

LAVAL — IAF BioChem International fractionnera à deux pour une quelque 18 millions d'actions ordinaires de BioChem qui se transigeaient à 31 \$ à la fermeture des bourses vendredi dernier. Le fractionnement, qui vise une plus grande disponibilité du titre, est sujet à l'approbation des autorités boursières et prendra effet le 4 novembre prochain. La société, au cours du second trimestre clos le 31 juillet dernier, a réalisé des revenus de 5,8 millions \$ comparativement à 3,7 pour la même période l'an dernier.

Richard Brault remporte le concours provincial de labour

L'ACADIE — C'est Richard Brault, de Saint-Paul-de-Château-guay, qui a remporté le concours provincial de labour qui se tenait à L'Acadie située près de Saint-Jean-sur-Richelieu. Il a devancé par deux points seulement Gérard Boulerice de Saint-Édouard. Un jeune labourer de Saint-Casimir, en Mauricie, qui l'an dernier avait remporté le concours de la catégorie junior et qui cette année participait au concours dans la catégorie senior, Dominic Tessier-Perry, s'est classé au cinquième rang à 23 points de la tête. Chez les junior, c'est Martin Moreau, de Saint-Joseph qui s'est mérité la première place suivi de Jérôme Gamache de Saint-Jean-Port-Joli. Chez les agricultrices, c'est Mme Mireille Hamel de Saint-Jean-Baptiste qui a triomphé. Mme Nathalie Girard de Sainte-Anne-de-la-Pérade s'est classée au troisième rang. Dans la classe intercollégiale, les spécialistes de l'Institut de technologie agricole de La Pocatière ont remporté les cinq premières positions. Il s'agit de Martin Moreau, Dominique Turcotte, Jérôme Gamache, Dominic Dubreui et Vincent Machabée.

LA FONDATION DES SOURDS DU QUÉBEC: des actions concrètes



La Fondation des sourds du Québec inc. est heureuse d'avoir contribué financièrement à l'achat d'une camionnette pour l'atelier «Coup de Main», atelier faisant travailler des personnes sourdes multi-handicapées. Sur la photo, monsieur Pierre Pellerin, chef des ventes et service chez Gaz Métropolitain et 2e vice-président de la Fondation, ainsi que sa sœur Louise Bellavance, directrice générale du Service Handi-A inc. et 1re vice-présidente de la Fondation des Sourds, à gauche, remettent les clés à madame Huguette Gingras, coordonnatrice de l'atelier de travail.

La Fondation des Sourds du Québec inc.

Le paiement préautorisé!
J'aime ça!

Maintenant,
c'est réglé...
mon Soleil
à l'année!

J'aime ça!

Le Soleil offre un tout nouveau mode de paiement pratique et efficace: le paiement préautorisé.

Je peux maintenant payer mon abonnement par le prélèvement de 12 versements mensuels consécutifs sur ma carte Visa ou Mastercard, ou encore sur mon compte d'institution bancaire.

Les prélèvements se font automatiquement à chaque mois: 17,14 \$ (taxes incluses) pour un abonnement de 7 jours (lundi au dimanche), et 14,63 \$ pour un abonnement de 6 jours (lundi au samedi).

Avec le paiement préautorisé, je suis tranquille et j'ai la garantie d'être abonné à un quotidien qui m'informe avec intelligence sur toute l'actualité.

Pour faire comme moi, communiquez dès maintenant avec le : 647-3333 ou (sans frais) 1-800-463-2362

Lundi au jeudi:
de 7 h à 17 h 30

Vendredi:
de 7 h à 17 h

Samedi et dimanche:
de 8 h à 12 h

Par la présente, j'autorise LE SOLEIL à effectuer 12 retraits mensuels automatiques, égaux et consécutifs de mon compte bancaire ou par le biais de ma carte de crédit pour payer l'abonnement choisi. Je peux révoquer cette entente sur avis écrit de trente (30) jours.

Il ne m'en coûtera que 17,14 \$ par mois (taxes incluses) pour un abonnement de 7 jours (lundi au dimanche), ou 14,63 \$ pour un abonnement de 6 jours (lundi au samedi).

52 semaines - Lundi au dimanche (7 jours)

52 semaines - Lundi au samedi (6 jours)

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Code postal _____

Téléphone _____

N° d'abonné (si vous êtes déjà abonné) _____

Paiement par carte de crédit VISA MASTERCARD

Numéro de la carte _____

Date d'émission _____

Date d'expiration _____

Signature _____

Paiement par virement bancaire

Nom de l'institution bancaire _____

Numéro de compte _____

Signature (s) _____

Dans le cas d'un compte conjoint requérant plus d'une signature, tous les titulaires doivent signer. Joindre un chèque précauté du compte à débiter et portant la mention «ANNULÉ».

Retournez à: Le Soleil, C.P. 16 500, Québec, G1K 7X2

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

146 mises à pied à la Banque du Canada

OTTAWA (PC) — La Banque du Canada va licencier 146 employés des services d'entretien et aura recours, dès l'an prochain, à des sous-traitants pour effectuer le travail.

Un porte-parole de la banque a indiqué que 71 personnes seront mises à pied à Ottawa, dont six directeurs. Ailleurs au pays, 49 employés permanents et 32 autres liés directement par contrat avec le gouvernement seront également licenciés.

Ces mesures font partie des efforts de la Banque pour améliorer son efficacité et diminuer ses coûts d'opération, a déclaré le secrétaire adjoint M. Guy Thériault.

Selon lui, le recours à des sous-traitants permettra à la banque d'économiser environ 1,5 million \$ par année. Il en coûte actuellement 4,5 millions \$ chaque année pour effectuer les travaux d'entretien.

Saisie reliée à la BCCI

WASHINGTON (AP) — La Réserve fédérale a annoncé hier la saisie des avoirs américains de Ghaith Pharaon, un millionnaire saoudien accusé d'avoir servi d'homme de paille pour la Banque of Credit and Commerce International (BCCI) aux États-Unis. La Fed a également affirmé qu'elle réclamait 37 millions \$ d'amende administrative contre M. Pharaon pour l'acquisition illégale de l'Independence Bank de Los Angeles dont il est accusé. M. Pharaon, un homme d'affaires de 50 ans lié à la famille royale saoudienne et qui possède des propriétés en France et en Arabie saoudite, est l'un des personnages clés aux États-Unis dans le scandale entourant la BCCI.

Environnement

Les manufacturiers font bande à part

L'Association des manufacturiers du Québec s'est retrouvée isolée hier, en réclamant le rétrécissement des pouvoirs du BAPE. La majorité des mémoires présentés à la commission parlementaire qui se penche sur le processus d'évaluation environnementale réclament en effet une action plus large pour cet organisme.

par PIERRE ASSELIN
LE SOLEIL

L'Association suggérait devant la commission de l'aménagement et des équipements de limiter, voire de filtrer, la participation du public à la procédure d'évaluation des impacts environnementaux. L'AMQ voudrait que seuls les groupes « ayant démontré qu'ils avaient un intérêt véritable dans un dossier et dont les arguments sont pertinents... » soient admis à témoigner devant le Bureau des audiences publiques sur l'environnement.

Si rien ne change, écrit encore l'association, le mécanisme actuel d'évaluation « continuera à favoriser les confrontations, multiplier les contentieux et nous condamner à l'immobilisme ».

Cette position, aussi bien que les propos tenus par le vice-président de l'AMQ, Richard Le Hir, qui qualifiait récemment certains groupes d'écologistes, a reçu un accueil froid des parlementaires. « Je voudrais implorer M. Le Hir de mesurer les termes qu'il emploie parce qu'ils mènent justement aux confrontations que vous voulez éviter », lui a lancé le député péquiste de La Prairie, Jacques Lazure.

L'AMQ propose en plus de soustraire nombre de projets au processus d'évaluation environnementale, notamment en établissant une seule audience-type pour une série de projets semblables, ou en désignant une région apte à recevoir des projets industriels, qui escamoteraient alors les études.

La position de l'AMQ contredit carrément les arguments présentés par le Centre québécois du droit de l'environnement, selon lequel la procédure adoptée au Québec provoque justement moins de confrontation que d'autres régions, notamment en Ontario où les intervenants s'affrontent par avocats interposés, dans un contexte presque légal.

« Ce n'est pas la participation

publique qui allonge le processus, parce que c'est la seule qui soit assujettie à un délai, déclarait Lorne Giroux, porte-parole du Centre. Si on associait le public aux tout premiers stades de la procédure, dès la directive, ça permettrait de réduire la durée. »

Le Centre demande même que le public ait encore plus de pouvoir une fois le processus d'évaluation complété.

Le suivi environnemental, qui permettrait de s'assurer que le promoteur respecte ses engagements, est très limité. Seuls les citoyens qui fréquentent les ententes du projet concerné ont le droit de demander une injonction contre un promoteur, alors que toute la population avait celui de participer aux audiences qui ont défini les obligations de ce promoteur.

Quant aux grands projets industriels, qui ne sont actuellement pas soumis à l'évaluation environnementale publique, « nous rejetons l'argumentation de nos dirigeants à l'effet que nous risquerions de perdre notre compétitivité » advenant que les grands projets soient publiquement analysés. Ce « chantage économique » ne peut plus durer, énonce le mémoire.

L'Association des manufacturiers, quant à elle, ne veut pas que le mandat du BAPE soit élargi aux politiques et programmes du gouvernement tant que le Bureau des audiences « n'aura pas démontré qu'il est en mesure de gérer un processus d'évaluation et d'examen public qui permet (...) l'implantation harmonieuse de projets ».

Le centre du droit en environnement ne partage pas ce mépris. « Après 10 ans, le BAPE a passé son vrai test parce que ses recommandations ont été entérinées en grande majorité dans les décisions du conseil des ministres », affirmait M. Giroux.

De plus, selon lui, plus on limiterait la participation du public au processus, plus il y aura de pressions de ce même public pour entraîner le fédéral sur ce terrain.

INCO veut extraire l'or caché dans le sous-sol de la ville de Sept-Îles

Des émissaires de la minière INCO de Sudbury ratissent depuis quelques mois Sept-Îles et les municipalités environnantes, parce que le territoire serait littéralement assis sur une mine de cuivre ou mieux encore sur un monceau d'or!

par JACQUES DALLAIRE
LE SOLEIL

INCO veut être la première à taper le filon et a déjà procédé à au moins 1300 réclamations de concessions et engagé 250 000 \$ dans l'opération, selon des informations dévoilées hier par Radio-Canada, s'appuyant sur une étude du ministère de l'Énergie et des ressources du Québec.

Cette étude fait état de la présence d'un imposant gisement aurifère ou d'autre nature dans les entrailles du territoire regroupant Sept-Îles et plusieurs municipalités des environs. D'éventuelles prospections permettront de savoir si les experts ont vu juste.

La révélation d'un autre véritable Klondike choque cependant les maires de Sept-Îles et de la

MRC Sept-Rivières qui ont déjà protesté en vain auprès du ministère de l'Énergie et des Ressources quant au comportement des représentants de l'INCO.

« Légèrement, confiait hier soir au SOLEIL le maire de Sept-Îles, M. Jean-Marc Dion, nous n'avons aucun pouvoir direct d'intervention. Il est clair que c'est une grosse spéculation pour empêcher d'autres personnes de venir. La méthode employée pour réclamer des concessions tant sur les propriétés privées que sur le terrain des compagnies est sauvage!

« Ce que nous ne voulons pas, poursuit M. Dion, c'est que l'environnement soit décapité comme cela s'est vu dans le passé et que tout soit laissé par la suite à l'abandon. »

M. Dion ajoute que Sept-Îles et



la MRC « s'opposaient à l'arrivée subite de ces gens-là (représentants de l'INCO) qui ne disent rien et qui ne s'identifient même pas. Une chose est sûre, mon accueil va plutôt être froid quand viendra le moment de recevoir des investisseurs! »

Le maire a dit ignorer comment

le territoire a pu être passé ainsi au crible pour détecter la présence d'un gisement que l'on dit si important. « La ville n'a jamais été consultée et ne peut rien faire et la pauvre loi des mines a beau être remaniée, on est toujours pris dans le même treillis », déplore M. Dion.

■ Une chute des exportations de 1,6 % prévue pour 1991

OTTAWA (PC) — Un dollar canadien fort et un marché américain stagnant résulteront en 1991 en une chute de 1,6 % des exportations par rapport à l'an dernier, a indiqué hier le Conférence Board du Canada. « La vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain est une source d'inquiétude pour les exportateurs », a expliqué dans un rapport l'organisme d'analyse économique. Le Conférence Board affirme toutefois que les prévisions sont meilleures pour 1992, alors qu'il s'attend à une hausse des exportations de l'ordre de 6,3 % atteignant les 153 milliards \$. « La hausse surviendra quand les États-Unis — le plus important partenaire économique du Canada — commencera à se remettre de la récente récession », avance le Conférence Board dans son rapport sur les perspectives économiques de 1991-92.



Georges
ANGERS

Quand on ne veut pas voir...

Dans l'ensemble économique québécois, Desjardins occupe une place tout à fait particulière. Avec ses 38 000 employés, ses 4,5 millions de membres et bientôt 50 milliards \$ d'actifs, le Mouvement des Caisses Desjardins se classe au premier rang des institutions financières au Québec et parmi les géants canadiens.

C'est également une organisation dont les racines sont très profondément plantées dans l'histoire et la culture distinctes du Québec.

En fait, on ne peut vraiment comprendre le Québec moderne et son évolution économique sans examiner le rôle profond qu'a joué le mouvement créé il y a plus de 90 ans par Alphonse Desjardins, rôle qu'il joue de façon encore plus marquée aujourd'hui.

Au-delà des vagues idéologiques qui ont traversé le Québec au cours des dernières décennies, le Mouvement Desjardins a réussi à imposer son modèle de coopération, de mise en commun de ressources, dont s'inspire largement la société québécoise actuelle dans cette nouvelle volonté de concertation qui alimente de nombreuses initiatives.

Dans son discours-choc de la semaine dernière, le ministre québécois de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérard Tremblay, faisait appel (volontairement ou pas) à cette tradition coopérative en déclarant : « Contrairement à ce que nous avons privilégié comme valeur jusqu'à maintenant, l'individualisme doit faire place à l'intérêt commun... Il nous faut nous rendre à l'évidence, nous ne nous en sortirons pas individuellement. »

En d'autres termes, le ministre répétait le grand mot d'ordre de Desjardins depuis ses débuts : l'union pour la vie au lieu de la lutte pour la vie, le chacun-pour-tous au lieu du chacun-pour-soi.

Le vice-président et directeur général de l'Association des manufacturiers québécois, M. Richard Le Hir, soulignait récemment que le Canada anglais envoyait au Québec sa grande capacité de concertation. Effectivement, les initiatives de concertation se multiplient depuis quelque temps chez nous. On n'a qu'à penser au Forum pour l'emploi, au Rendez-vous économique du Conseil du Patronat qui a lieu présentement ou encore à l'invitation que vient tout juste de lancer la CSN dans le secteur des produits forestiers. Et ce n'est pas là une liste exhaustive.

En somme, pour comprendre ce qui se passe actuellement au Québec, on ne peut ignorer le Mouvement Desjardins, non seulement parce qu'il est devenu la plus importante institution financière de la province, mais encore parce que la philosophie qui l'anime inspire de plus en plus d'initiatives économiques au Québec.

Étrangement, toutefois, Desjardins demeure, pour le Canada anglais, le plus profond des mystères québécois.

Le printemps dernier, par exemple, le Mouvement a fait effectuer, par une firme spécialisée de Toronto, une enquête auprès des grands gestionnaires de fonds du Canada anglais. Un des objectifs de l'enquête consistait à connaître la perception de Desjardins qu'avaient ces spécialistes de la finance.

Or les résultats de cette enquête sont tout-à-fait ahurissants. Non seulement la grande majorité de ces spécialistes n'avaient aucune idée du poids financier réel de Desjardins, mais encore leur connaissance de Desjardins se limitait-elle, dans plusieurs cas, à des préjugés historico-religieux ou à l'image du président du Mouvement qu'ont créée les médias anglophones, « the greatest Québec separatist ».

On ne doit pourtant pas se surprendre outre mesure de ce que le Mouvement Desjardins reste l'un des plus grands mystères québécois chez les anglophones du Canada.

En fin de semaine dernière, 4500 dirigeants, employés et membres du Mouvement étaient réunis à Montréal pour tracer les grandes orientations de Desjardins pour les prochaines années.

Aucun médium anglophone n'y était représenté. Pas une ligne dans les grands journaux d'affaires de Toronto. Pas même une ligne dans le grand quotidien anglophone de Montréal, The Gazette.

Soyons honnête cependant. Une journaliste d'une station radiophonique anglophone de Montréal a bel et bien assisté à la conférence de presse qui clôturait le 15e Congrès du Mouvement des Caisses Desjardins. Elle voulait obtenir la réaction du président Bédard au dernier sondage révélant le scepticisme des Québécois face à d'éventuelles propositions constitutionnelles fédérales...

Et l'on s'étonnera de la persistance des deux solitudes!

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAITRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE COMPOSEZ
647-3270 OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS
LE SOLEIL, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (L.R.Q., chapitre C-12). Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

Important distributeur industriel de Québec est à la recherche de

REPRÉSENTANT(E)S

pour visiter clients déjà établis, pour la région de Québec.

Rémunération: salaire et commission

Qualifications:
Expérience dans la vente industrielle ou diplôme de CEGEP en fabrication mécanique.

Contactez Monsieur Marc Jourdault
CIE D'OUTILLAGE INDUSTRIEL DE QUÉBEC LTÉE
395, rue Marconi
Sainte-Foy (Québec)
G1N 4A5
683-2527

À tous nos annonceurs,
merci de bien vouloir
retourner un accusé
de réception
aux postulants

COMMIS AUX PIÈCES

Nous sommes présentement à la recherche d'un commis pour notre service des pièces.

La personne recherchée devra posséder un minimum de 5 années d'expérience comme commis de comptoir, dans le domaine du camion poids lourd.

Le candidat ou la candidate devra posséder une connaissance générale de l'informatique.

L'anglais écrit et parlé serait un atout.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
Dépt 7689 - Le Soleil
390, St-Vallier Est
Québec (Québec) G1K 7J6

À LA RECHERCHE D'UNE CARRIÈRE

Dans le cadre de son expansion, la plus importante banque d'échange commerciale canadienne désire combler des postes de consultants et de courtiers en échange commercial pour la grande région de Québec.

Nous offrons un programme complet de formation ainsi qu'un régime de rémunération basé sur le rendement.

Les qualités requises sont la connaissance du milieu des affaires, le dynamisme et l'autonomie.

Veillez envoyer votre curriculum vitae au:

Bureau international
d'échange commercial
(B.I.E.C. Ltée)
2300, Léon-Harmel
Bureau 110
Québec, QC G1N 4L2

VENDEUR(EUSE)-CONSEILLER(ÈRE)

Notre corporation oeuvrant dans le domaine funéraire est à la recherche d'un(e) vendeur(euse)-conseiller(ère).

Le (la) vendeur(euse)-conseiller(ère) est principalement responsable de la promotion et de la vente des services offerts par l'employeur sous forme de préarrangements et d'arrangements, au besoin, lors de décès. Il ou elle apporte expertise et collaboration afin de conseiller la clientèle en la matière.

La personne recherchée doit faire preuve d'autonomie et d'entregent en plus d'avoir le sens des responsabilités. Elle détient au moins un diplôme d'études secondaires ainsi qu'une expérience pertinente dans la vente. Toute expérience de travail dans le domaine funéraire ou dans un domaine connexe est un précieux atout. Le candidat ou la candidate doit également posséder une voiture.

En retour, nous offrons de bonnes conditions de travail, un salaire de base compétitif ainsi qu'une commission sur les ventes.

Si vous correspondez à cette description et que le poste vous intéresse, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 30 septembre 1991 à:

Monsieur Deny Blanchet
20, rue Notre-Dame
Lévis (Québec)
G6V 4A4

Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne
Comptables agréés 925, chemin Saint-Louis, bureau 400, Québec (Québec) G1S 4W6
TÉL: (418) 661-5764 Télécopieur: (418) 661-3812

Monsieur Denis Guay, f.c.a., Associé directeur de Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne pour la région de Québec, est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Roch Girard, c.a., au poste d'Associé responsable du bureau de Québec. En plus de cette fonction, il continuera à assumer les mêmes services que par le passé auprès de sa clientèle.

Membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec depuis 1963, il est associé de Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne depuis 1964 suite à une fusion de cabinets.

Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne fait partie du plus important cabinet d'experts-comptables au pays. Nous vous offrons tout un univers de services intégrés: vérification, comptabilité, fiscalité, services et conseils en matière de finance, de fusions et d'acquisitions, de juncomptabilité et de solvabilité.

ROCH GIRARD
C.A.

Une technologie à dimension humaine

Exposants • Conférences • Ateliers

Solutions d'affaires

Connectivité
Éducation
Multimédia
Graphisme

Les 19, 20 et 21 septembre 1991
Au Cégep de Sainte-Foy dans le dégagé de l'Aile "A"

Présenté par le

Admission gratuite
10h00 à 22h30 Jeudi
10h00 à 22h30 Vendredi
9h00 à 17h00 le Samedi

Pour informations (418) 657-6916

En collaboration avec:

AVOCATS

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

L'équipe de droit de l'environnement d'Ogilvy Renault est heureuse d'accueillir Me Jean Piette, jusqu'ici directeur des relations intergouvernementales du ministère de l'Environnement du Québec. Me Piette possède une connaissance unique des enjeux environnementaux dont doivent tenir compte gouvernements et entreprises.

DROIT DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DES AVANTAGES SOCIAUX

Ogilvy Renault a également accueilli avec plaisir Me Martin Rochette qui, au cours des dernières années, a acquis au sein d'une firme d'actuaire-conseils une solide expérience dans le secteur des régimes de retraite et des avantages sociaux ainsi qu'une excellente connaissance des éléments particuliers dont les employeurs doivent être conscients dans ces domaines.

MONTREAL
OGILVY RENAULT
1981 AVENUE MCGILL COLLEGE
MONTREAL (QUEBEC) CANADA H3A 3C1
TELEPHONE (514) 847-4747
TELECOPIEUR (514) 286-5474

QUEBEC
OGILVY RENAULT
500, GRANDE-ALLÉE EST, BUREAU 520
QUEBEC (QUEBEC) CANADA G1R 2J7
TELEPHONE (418) 640-5000
TELECOPIEUR (418) 640-1500

OTTAWA
OGILVY RENAULT
30, RUE CYCLOPNEUR, BUREAU 1015
OTTAWA (ONTARIO) CANADA K1P 6L2
TELEPHONE (613) 230-0661
TELECOPIEUR (613) 230-5459

OSLER RENAULT LADNER
LONDRES PARIS HONG KONG NEW YORK

POUR BIEN MANGER ET BIEN DORMIR À TROIS-RIVIÈRES

Faites le pont!

BÉCANCOUR, TROIS-RIVIÈRES

Une auberge toute neuve, de grande classe, une excellente table, avec tous les à-côtés qui rendent un séjour d'affaires attrayant et relaxant (piscine intérieure, sauna, bain-tourbillon, salle de conditionnement physique, golf). Ski et autres activités à proximité.

DE L'AUTRE CÔTÉ DU PONT.
AUSSI PRÈS DE TROIS-RIVIÈRES QUE SI VOUS Y ÉTIEZ.

Réservations: 1-819-233-2200

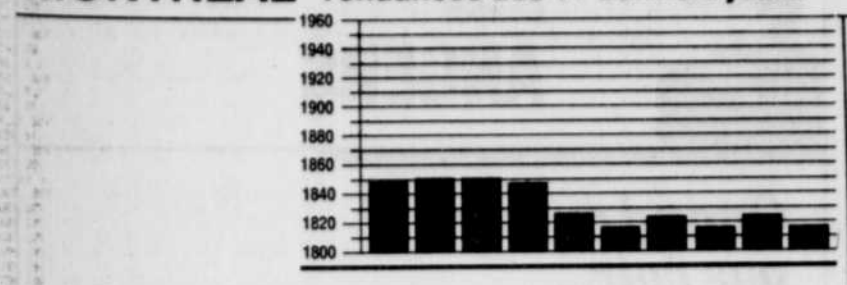
VOS ANNONCES CLASSÉES DU SOLEIL DE L'ARGENT

647-3311

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

LE MARCHÉ BOURSIER

MONTREAL Tendances des 11 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 1817,97, en baisse de 5,62. Volume des transactions : 4,3 millions d'actions. Titres en hausse : 88. Titres en baisse : 143. Titres inchangés : 143.

Table of stock market data for Montreal, including indices (A et B), various stock prices, and company names like BCE, Bell, and Alcan.

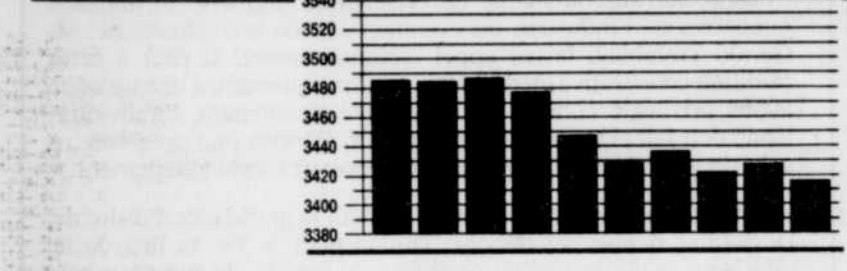
— H A L —

Table of stock market data for Montreal, listing various companies and their stock prices.

— T A Z —

Table of stock market data for Montreal, listing various companies and their stock prices.

TORONTO Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 3417,96 en baisse de 10,21. Volume des transactions : 20,5 millions d'actions. Titres en hausse : 238. Titres en baisse : 315. Titres inchangés : 298.

Table of stock market data for Toronto, including indices (A et B), various stock prices, and company names like BCE, Bell, and Alcan.

— H A L —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

— T A Z —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

AMI MicroAge advertisement featuring a computer monitor and keyboard. Text includes 'FORMATION SUR MICRO-ORDINATEURS', 'WordPerfect 5.0 ou 5.1', 'Lotus 1-2-3, 2.3 ou 3.1', and 'Windows 3.0'. Contact information: Téléphone 681-1054.

IBM advertisement with the headline 'IBM vous donne la performance nécessaire et la souplesse que vous recherchez pour vos applications.' Includes an image of an IBM computer terminal.

LES BÉNÉFICES LES DIVIDENDES

par la Presse canadienne. Dividendes de société déclarés hier, trimestriels sauf indication contraire. Abrité-Price Inc., ord. de 12,5 cents, payable le 31 oct. ou actionnaires inscrits le 15 oct.

LES FONDIS MUTUELS

Table of mutual fund data, listing various funds and their performance metrics.

— P A S —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

— T A Z —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

— P A S —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

— T A Z —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

— P A S —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

— T A Z —

Table of stock market data for Toronto, listing various companies and their stock prices.

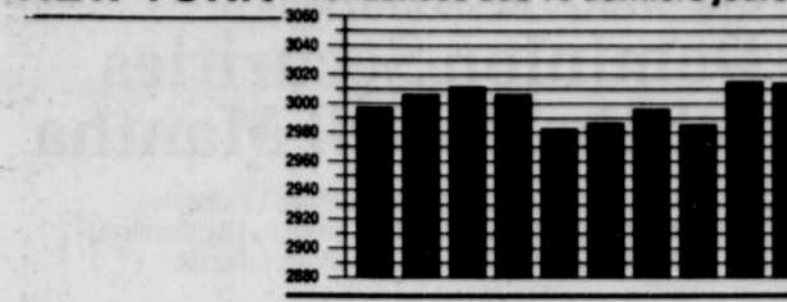
— H A L —

Table of stock market data for Montreal, listing various companies and their stock prices.

— T A Z —

Table of stock market data for Montreal, listing various companies and their stock prices.

NEW YORK Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 3013,19, en baisse de 2,02. Volume des transactions : 168 millions d'actions. Titres en hausse : 724. Titres en baisse : 855. Titres inchangés : 522.

Table listing various stock indices and their values, including S&P 500, Dow Jones, and others. It includes columns for the index name, value, and percentage change.

LES OPTIONS TRANSIGÉES

Table of financial transactions and options, including columns for company names, stock symbols, and transaction details.

Table of financial transactions and options, continuing from the previous table, listing various companies and their market activity.

AMÉRICAIN

Table of American stock market data, including various indices and individual stock prices with their respective changes.

LES OBLIGATIONS

Table of bond market data, listing various government and corporate bonds, their yields, and other financial metrics.

LES FRUITS ET LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices, listing various produce items and their current market rates.

LE LOYER DE L'ÉGÉMENT

Table detailing mortgage rates and interest rates for various financial institutions, categorized by term and rate type.

LES FRUITS ET LÉGUMES

Table of fruit and vegetable prices, listing various produce items and their current market rates.

LES MONNAIES

Table of exchange rates for various international currencies, including the Canadian dollar, British pound, and others.

MAINTENANT, MON AGENT ME RAPORTE PLUS!

Depuis que je fais affaire avec un agent spécialisé du GROUPE LA MUTUELLE, mes économies sont beaucoup mieux investies. Appelez sans frais au 1-800-267-3434

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE MUTUELLE

Member of Groupe La Mutuelle. Text describing the services and benefits of the mutual trust company.

BUREAUX POUR PROFESSIONNELS

Advertisement for professional office spaces, highlighting features like location, amenities, and contact information for GOSSELL.

LE COURS D'IMPÔT DE H&R BLOCK SE RÉVÈLE AVANTAGEUX POUR LES MÈRES DE FAMILLE

Article discussing the H&R Block tax course, explaining its benefits for families and how it helps with tax preparation and financial planning.

Une remorque de portes assorties à liquer

Advertisement for a door removal service, featuring a truck and text describing the service, including pricing and contact details.

FENÊTRES À LIQUIDER

Advertisement for window removal services, showing images of windows and text detailing the process and pricing.

EAGLE VISTA 1991

Advertisement for the Eagle Vista 1991 car, listing features like 1.5L engine, manual transmission, and air conditioning.

BOIS TRAITÉ SOUS PRESSION

Advertisement for pressure-treated wood, highlighting its durability and use in various construction projects.

H&R BLOCK LES SPÉCIALISTES DE L'IMPÔT

Advertisement for H&R Block tax services, providing contact information and a list of services offered.

MATÉRIAUX VERREAU

Advertisement for glass and window materials, listing various products and contact information.

Le financement initial est déjà disponible

Roumains et Québécois discutent d'une cimenterie à Grande-Vallée

GRANDE-VALLÉE — Un consortium formé de partenaires roumains et québécois, regroupés par la firme SNC, se propose de concrétiser d'ici à deux ans, dans la municipalité de Grande-Vallée, en Gaspésie, un important projet de cimenterie avec l'exploitation d'un gisement de calcaire au potentiel presque illimité, selon les responsables du projet.

par ERNIE WELLS
Collaboration spéciale

Le financement de ce projet nécessitant un investissement initial de plusieurs dizaines de millions \$, serait assuré selon ce que les porte-parole ont fait savoir hier, en conférence de presse.

Le maire de Grande-Vallée, le Dr Nelson Fournier, l'agente de

développement économique, Mme Delvyna Lachance, de même que M. Marcel Grenier, de SNC et désigné comme porte-parole des partenaires engagés dans le projet, ont annoncé hier qu'ils rentraient d'un voyage de 10 jours en Roumanie où ils ont signé un protocole d'entente avec des investisseurs de ce pays.

« On a rencontré des investisseurs et des membres du gouver-

nement roumain, et nous avons signé un accord de principe pour l'implantation de l'usine à Grande-Vallée et l'exploitation de la mine », a dit le maire Fournier, en ajoutant que le projet a besoin d'investisseurs étrangers pour le faire avancer.

Pour sa part, M. Marcel Grenier, de SNC, a précisé que le rôle de la société qu'il représente a eu comme mandat de la municipalité de Grande-Vallée de trouver les investisseurs potentiels à cette cimenterie. « Ce projet est très réel. Même que les Roumains nous ont dit de se dépêcher », a précisé au SOLEIL M. Grenier qui, sans donner de noms d'investisseurs, a révélé qu'il s'agissait de très grosses entreprises québécoises.

Engagé dans ce projet depuis novembre 1990, le porte-parole de SNC a été catégorique. « Ce projet a de très bonnes chances de se réaliser et les deux consortiums ont la volonté de le mener à terme. Il n'y a rien de plus sérieux et l'argent pour le financer n'est pas un problème », a dit le représentant technique de SNC.

Selon M. Grenier, toute la machinerie nécessaire au fonctionnement de la future usine est déjà prête et n'attend plus que d'être livrée de la Roumanie vers le Qué-

bec. « Nous avons beaucoup de pression de la part des Roumains pour procéder le plus rapidement possible », a indiqué M. Grenier.

Agente de développement économique de Grande-Vallée, Mme Lachance précise que cette cimenterie créerait jusqu'à 500 emplois directs et 2000 indirects. « C'est toute la Gaspésie qui va en profiter. Plusieurs autres usines vont de greffer à la cimenterie. C'est sur ce projet que repose notre développement économique », selon Mme Lachance.

Ce gisement de calcaire d'une grande pureté, a été mis au jour en 1970 ; il est situé à quelque 30 kilomètres au sud-ouest du port de Grande-Vallée. Son accès se fait par la route gravellée reliant Grande-Vallée à Murdochville. Les droits miniers de ce gisement de calcaire sont détenus par Noranda, division Mines Gaspé. Selon Mme Lachance, le gisement promet une exploitation d'un million de tonnes de calcaire par an et ses réserves permettent d'alimenter l'usine pendant une centaine d'années. « C'est immense », a lancé le maire de Grande-Vallée, hier, en rappelant que cet important projet a pour objectif premier la création d'emplois.

Des études de rentabilité et de marché constitueront les autres étapes à franchir, en plus des rencontres entre les groupes d'investisseurs autant de la Roumanie que du Québec qui doivent aussi explorer d'autres avenues pour l'utilisation du calcaire sur les marchés internationaux.

Une affaire de 25 millions \$ Dominion Securities achète McNeil Mantha

MONTRÉAL — McNeil Mantha, la dernière firme de courtage indépendante du Québec, passera aux mains du géant canadien RBC Dominion Securities pour une contrepartie au comptant de 25 millions \$.

par HÉLÈNE BARIL
LE SOLEIL

RBC, dont 75 % des actions appartiennent à la Banque royale du Canada, a en effet annoncé hier son intention de lancer une offre publique d'achat à 3 \$ l'unité pour les 8 millions d'actions en circulation de McNeil Mantha. La valeur du titre de McNeil Mantha oscillait dernièrement autour de 1,15 \$.

Les deux associés principaux de McNeil Mantha, MM. Raymond Désormaux et André Désaulniers, qui détiennent ensemble 34 % du capital-actions, ont fait savoir qu'ils acceptaient l'offre de RBC et qu'ils recommanderaient à leurs employés et au public, qui se partagent le reste du capital-actions de la compagnie, de déposer leurs actions.

L'offre de RBC est conditionnelle au dépôt de 90 % des actions en circulation et à l'approbation des autorités réglementaires. Elle sera envoyée à tous les actionnaires au plus tard le 27 septembre.

Depuis le début de la rationalisation dans l'industrie des valeurs mobilières, il y a cinq ans, McNeil Mantha a été plusieurs fois l'objet de rumeurs de vente à des acheteurs différents. « J'ai arrêté de les compter », disait hier le président du conseil, M. André Désaulniers, des fois où son entreprise a été considérée comme vendue ou sur le point de l'être. Fondée en 1930, la firme de courtage a 140 employés dans 8 bureaux au Canada, à New York et à Sidney en Australie.

MM. Désormaux et Désaulniers resteront à l'emploi de RBC, qui entend absorber intégralement les effectifs de McNeil Mantha.

Selon le directeur de l'exploitation de RBC Dominion Securities au Québec, M. Marc-André Elie, le nom de McNeil Mantha disparaîtra au profit de celui de l'acquéreur.

Une fois la transaction complétée, les activités des deux courtiers seront fusionnées et les doublons seront éliminés. Ainsi, les deux firmes ont des bureaux à Québec, McNeil Mantha rue St-Amable et RBC chemin St-Louis. Ces deux bureaux seront fusionnés, de même que ceux de Montréal, mais aucune mise à pied n'est à prévoir, a assuré M. Elie.

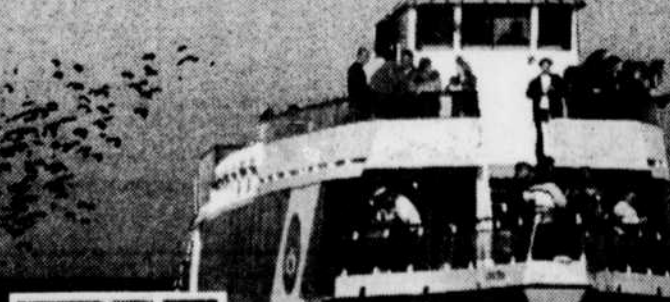
Avec McNeil Mantha, RBC Dominion Securities veut accroître sa présence sur le marché québécois. La filiale de la Banque royale est peu présente au Québec, même si elle domine largement le marché canadien.

McNeil Mantha, de son côté, tentait de survivre dans un marché déprimé et dominé par des concurrents regroupés comme Lévesque Beaubien et Geoffrion Leclerc, tous deux absorbés par la Banque Nationale.

LA CORPORATION MONT-MARIE
SYMBOLE
DE LA MÉMOIRE DU TEMPS

les îles... et les oies...

À BORD DU CAVALIER ROYAL



L'ÎLE D'ORLÉANS, L'ÎLE MADAME, GROSSE ÎLE, L'ÎLE AUX GRUES, L'ÎLE AUX CANOTS, CAP TOURMENTE

UNE CROISIÈRE UNIQUE!

Offerte pour la première fois à Québec, une véritable découverte du Saint-Laurent, de l'archipel, des sanctuaires de migration des oies et des couleurs d'automne. Un accès privilégié, un trajet tout confort, verrières d'observation, animation et interprétation de l'environnement.

Dîner à bord: Soupe aux gourganes, tourtières à l'oie, salade, dessert et coupe de vin.

Départ et retour au Vieux-Port de Québec, 10h00 / 17h00.

69\$ + TPS — EN SEMAINE

79\$ + TPS — FIN DE SEMAINE

Du 21 sept. au 20 oct.

NOMBRE DE PLACES LIMITÉES



RÉSERVATION ET INFORMATION
Croisières Navimex inc.
692-4643 Québec

BILLETS DISPONIBLES RÉSEAU BILLETECH 643-8131

Achats dernière minute, le jour du départ, à bord du Cavalier Royal, Bassin Louise, près de l'écluse du Vieux-Port de Québec.

CLAYEUX • ABSORBA • PETIT BATEAU • KIDDIZ • 2x2

Spéciaux préhiver!

20%
sur nos
COSTUMES DE NEIGE
et
MANTEAUX

40%
sur tous les
JEANS

Boutique **KAFKA**
vêtements pour enfants

PLACE LAURIER
651-7589

3e étage (près de la Baie)

De la naissance jusqu'à 20 ans

ESPRIT • MEXX • NEW MAN • POLO • CLAYEUX • ABSORBA • PETIT BATEAU • KIDDIZ

LES ANNONCES CLASSÉES DU SOLEIL DE L'ARGENT

SONNANT
647-3311

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

3 000
points offerts
cette semaine
dans
LE SOLEIL

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant:
61687695
Sinon, composez sans frais, le
1-800-563-8688

CLUB Multi-points

METTEZ DU SOLEIL DANS VOTRE QUOTIDIEN

Chaque jour, exigez Le Soleil en vous levant! Exigez une information de qualité qui jette un éclairage pertinent sur l'actualité qui vous touche, qu'elle soit politique, économique, culturelle ou sportive.

Suivez notre équipe de journalistes chevronnés qui vous renseignent sur ce qui passe dans le monde et près de chez vous. Laissez-les vous dévoiler les propos et les projets des grands noms qui font l'événement: Robert Bourassa, Brian Mulroney, George Bush, Céline Dion, Daniel Lavoie, Joe Sakic, le maire de votre ville ou les vedettes de votre centre sportif...

Chaque jour, mettez du Soleil dans votre quotidien!

Parce que, chaque jour, Le Soleil, c'est la lumière complète sur l'actualité que vous êtes en droit d'exiger d'un journal!

ABONNEZ-VOUS

647-3333

1-800-463-2362 (sans frais)

Maintenant encore plus facile avec le paiement préautorisé!

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!



**OUVERT
LE
DIMANCHE**

LES HALLES FLEUR DE LYS

**Prix en vigueur
du 18 au 22
septembre
1991**

LE FESTIVAL DE L'ALIMENTATION

245, rue Soumande, Ville de Vanier

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands.

Marché



VALEUR 30¢

BIÈRE - VIN
527-7885

UNE GRANDE ÉPICERIE



CAFÉ CHASE & SANBORN
moulu régulier, fin, 300 g

sans coupon **99¢**
69¢ avec coupon

33862284
Valable du 18 au 22 sept. Limite 1 coupon par client. Au détaillant pour être remboursé, veuillez retourner vos coupons à: Kraft General Foods, C.P. 3000, St-Jean, N.-B., E2L 4L3, A.C.



POP-TARTS KELLOGG'S
assortis 400 g

1.99



YOGOURTS DELISLE
assortis 175 g

2/89¢



PÂTE DE TOMATES PICO

156 ml

4/99¢



Économisez 60¢
SUR L'ACHAT D'UNE BOÎTE FORMAT 475 g DE
Kellogg's MINI-WHEATS*
Veuillez adresser votre demande de remboursement à Kellogg Canada Inc., C.P. 3000, St-Jean, N.-B., E2L 4L3, A.C.
*Valeur et quantité de Kellogg Canada Inc. © 1991

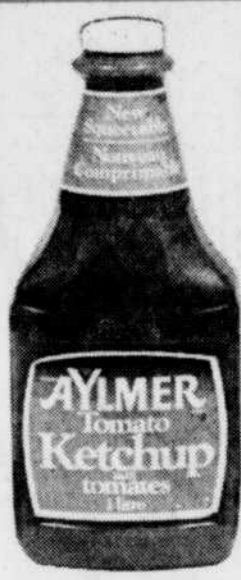
169 avec coupon
sans coupon **229**

Valable du 18 au 22 sept. Limite 1 coupon par client. Au détaillant pour être remboursé, veuillez retourner vos coupons à: Kraft General Foods, C.P. 3000, St-Jean, N.-B., E2L 4L3, A.C.



ASPERGES DEL MONTE
pointes 341 ml

1.99



KETCHUP AYLMER

bout. comprimable 1 L

1.79



FRITES SURGELÉES McCAIN
régulières, juliennes, ondulées, beefeater

1 kg

79¢



GRAISSE VÉGÉTALE CRISCO

454 g

89¢



BISCUITS WHIPPET
assortis 400 g
PETIT BEURRE VIAU
700 g

2.79



SOUPE AU POULET ET NOUILLES LONEY'S

boîte 4 x 60 g

1.59



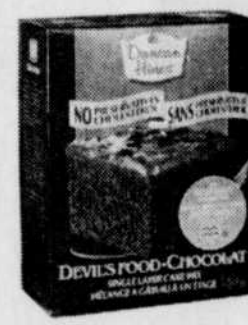
COKE, SPRITE
réguliers ou diet en canette, 12 x 355 ml

2.99



MIEL PUR D'ÉMILIE
500 g

1.79



MÉLANGE À GÂTEAUX DUNCAN HINES
250 g

69¢



ESSUIE-TOUT FIESTA
blanc, 2 rouleaux

59¢

Boucherie
La Bonne Coupe INC. 681-4351



RÔTI DE PALETTE

Boeuf Canada, catégorie A

2¹⁸ kg **98¢** lb



RÔTI DE PALETTE

coupe européenne Boeuf Canada, catégorie A

6⁴⁸ kg **2.93** lb



RÔTI DE CÔTES CROISÉES

Boeuf Canada, catégorie A1

7²⁵ kg **3.29** lb

Boucherie
LE COIN DE L'ÉCONOMIE INC. 683-2884
LES HALLES FLEUR DE LYS



BOEUF HACHÉ

ordinaire format familial 10 lb

88¢ lb



ROSBIF gourmet (français)

3.88 lb

Selon le Service d'aménagement du territoire de la CUQ

Les villes devraient avoir leur mot à dire sur l'implantation et la fermeture d'écoles

Le Service d'aménagement du territoire de la Communauté urbaine de Québec (SATCUQ) croit que les municipalités devraient avoir leur mot à dire dans l'implantation de nouvelles écoles et, scénario beaucoup plus probable au cours des prochaines années, dans la fermeture d'écoles sur leur territoire.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

Dans un document de travail intitulé « Planification des infrastructures d'accueil et des services d'éducation », le SATCUQ note que, devant l'important surplus de places-élèves dans les écoles du territoire et la baisse prévisible de clientèle scolaire au cours des prochaines années, les responsables des commissions scolaires n'auront pas d'autre choix que d'envisager le regroupement de certaines clientèles et, inévitablement, d'opter pour la fermeture de certaines écoles.

Dans ces cas, les municipalités, qui sont responsables du développement et de l'urbanisation de leur territoire, devront donc subir, d'une part, la fermeture d'écoles dans les parties centrales là où justement des efforts considérables sont investis pour attirer des jeunes ménages avec enfants et, d'autre part, permettre éventuellement la construction de nouvelles écoles là où des efforts sont investis pour assurer un contrôle judicieux de l'expansion urbaine.

Pour le SATCUQ, cette situation est d'autant plus paradoxale que de toute façon les municipalités périphériques connaîtront elles aussi au début du prochain siècle une diminution de leur clientèle d'âge scolaire, si le taux de natalité actuel ne connaît pas immédiatement des réajustements significatifs.

Collaboration

Dans le contexte de resserrement des dépenses publiques, les municipalités locales se demandent si la société peut se permettre de planifier le développement des villes et celui des infrastructures scolaires sans que les organismes responsables s'entendent pour assurer une gestion optimale de leurs ressources.

Pour le SATCUQ, il est évident que dans le contexte actuel, les commissions scolaires n'ont pas d'autre choix que de collaborer entre elles et avec les administrations municipales pour proposer une planification des infrastructures d'éducation compatibles avec le développement des villes.

C'est dans les cas de fermetures d'écoles que cette collaboration devient essentielle selon la SATCUQ, puisque les deux gouvernements locaux devront trouver des solutions de réutilisation complète ou partielle des équipements scolaires existants, ou encore, l'utilisation partagée et temporaire d'infrastructures disponibles.

Deux problèmes

Le Service d'aménagement de la CUQ entrevoit cependant deux

problèmes qui rendront plus difficile cette collaboration entre municipalités et commissions scolaires.

D'abord, la planification et l'allocation des clientèles en fonction des équipements scolaires existants ou à venir constituent l'un des derniers pouvoirs réels de

fonctionnement des commissions scolaires, soumises pour le reste à une quasi-tutelle du ministère de l'Éducation.

La question est donc de savoir si les commissions scolaires accepteront de partager ce pouvoir avec les municipalités.

Deuxièmement, les territoires des commissions scolaires ne correspondent pas à ceux des municipalités. Ainsi, quatre commissions scolaires se partagent le territoire de la ville de Québec. C'est la même chose pour la ville de Sainte-Foy. D'un autre côté,

une commission scolaire comme celle des Découvreurs englobe également les territoires de quatre municipalités.

Pour le SATCUQ, il faudrait donc penser à revoir officiellement la définition territoriale des commissions scolaires. « À ce sujet, un défi de taille s'annonce puisque, de toute évidence, le ministère de l'Éducation n'a jamais véritablement privilégié la consultation des partenaires municipaux depuis la réforme de l'éducation au Québec », conclut le document du SATCUQ.

Municipalité	Effectifs scolaires		Capacité d'accueil *	Surplus / déficit	
	1991	1996		1991	1996
BEAUPORT	9630	9814	13 377	3547	3563
CAP-ROUGE	2155	2006	1029	-1126	-977
CHARLESBOURG	10 470	9779	16 370	5900	6591
LAC-SAINT-CHARLES	1527	1387	913	-614	-474
L'ANCIENNE-LORETTE	2571	2486	3284	713	798
LORETTEVILLE	2432	2394	5293	2861	2899
QUÉBEC-CENTRE	7963	7004	15 766	7803	8762
QUÉBEC-DES RIVIÈRES	7727	7493	9799	2072	2306
SAINT-AUGUSTIN-DE-DESAURES	1524	1436	1999	475	563
SAINT-ÉMILE	994	988	790	-204	-198
SAINTE-FOY	7410	7206	13 091	5681	5885
SILLERY	1287	1246	522	-765	-724
VAL-BÉLAIR	2526	2508	2524	-2	16
VANIER	1060	932	1850	790	918
CUQ	59 476	56 679	86 607	27 131	29 928

* Les capacités d'accueil des équipements scolaires ont été obtenues des Services des équipements de chacune des Commissions scolaires locales et régionales.

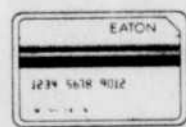
PUISSANCE Panasonic CHEZ EATON

Mini-chaîne stéréo SC-TC420 Panasonic avec lecteur DC 5 disques

1. Toute une occasion! Avec chargeur rotatif 5 disques à technologie «Mash», programmation pour 32 plages et accès sélectif; télécommande unifiée audio-vidéo à 31 touches pouvant régler à distance le bouton de commande du volume motorisé, ainsi que la plupart des commandes importantes de votre télé couleur et magnétoscope Panasonic. Cassetophone à double entrée avec duplication à grande vitesse; syntonisation numérique avec préréglage pour 24 stations; puissance totale de 20 watts; enceintes 2 voies et plus.

599⁹⁹
TOUS LES JOURS

Disques compacts en sus. Rayon des appareils audio, 260.



La carte Eaton.

Super atouts

Le bambin de trois ans était seul au bord de l'autoroute

La police de Charlesbourg invite les parents à faire preuve de vigilance dans le gardiennage de leurs enfants. Hier midi, des patrouilleurs ont repéré un bambin de trois ans, qui déambulait en bordure de l'autoroute de la Capitale.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

L'enfant aux cheveux châtains courts avait profité d'un moment d'inattention de ses parents, domiciliés sur la rue Sapinière-Dorion à Québec, pour enjamber quatre coins de rue et lorgnait du côté de la voie rapide lorsqu'un automobiliste l'a aperçu.

Le garçonnet en jeans fut ramassé sain et sauf et conduit aux quartiers généraux de la police de Charlesbourg. « Il n'était pas capable de s'exprimer clairement. On a lancé un appel dans les médias pour localiser les parents », dit-il. Le père s'est présenté en trombe dans une garderie de la 42e Rue Est, où l'enfant avait été placé temporairement par les policiers.



999⁹⁹
TOUS LES JOURS

Mini-chaîne stéréo SC-CH7 de Panasonic avec lecteur DC

2. Cette chaîne compacte possède la puissance et la précision propres aux grands! En effet, l'amplificateur 48 watts nourrit chacun des haut-parleurs avec une section différente procurant des tonalités plus nettes; réglage précis de l'équilibre et du son ambiant; lecteur CD à technologie «Mash» et guide de copie AI («Artificial Intelligence»); préréglage pour 28 plages, syntonisation numérique; cassetophone à double entrée avec sens inverse automatique et Dolby B/C; enceintes blindées 2 voies et télécommande audio-vidéo à 48 touches.



449⁹⁹
TOUS LES JOURS

Chaîne RX-DT680 «Platinum» à bi-amplification de Panasonic avec lecteur CD

3. Une puissance de 30 watts fournie par 4 amplificateurs distincts, réglant un haut-parleur chacun. Lecteur DC à accès sélectif de 36 plages à technologie «Mash»; cassetophone à double entrée et à sens inverse automatique avec duplication à grande vitesse; syntonisation numérique avec horloge-minuterie; commande motorisée du volume; télécommande toutes fonctions et autres.

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

TIP TOP



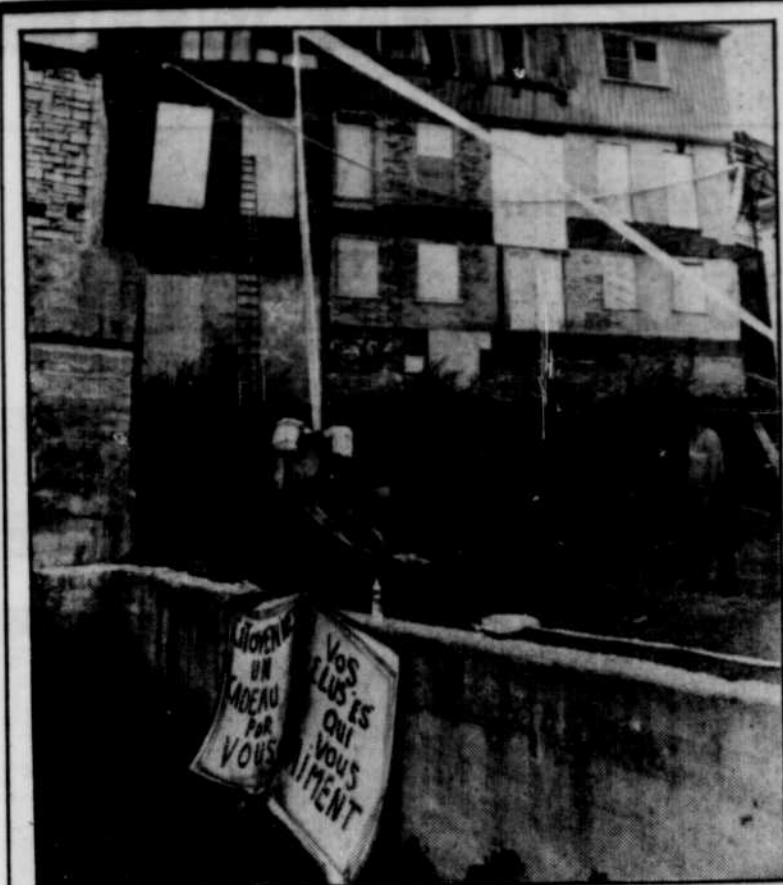
LE SOLDE DE COMPLETS SE POURSUIT! 1/3 DE RABAIS SUR TOUS NOS NOUVEAUX COMPLETS D'AUTOMNE, MAINTENANT À PARTIR DE 199⁹⁹\$.

Complets Henley, pr. cour. 325 \$, maint. 199⁹⁹ \$. Complets Club International (sur la photo), pr. cour. 375 \$, maint. 249⁹⁹ \$. Complets Wm. H. Leishman, pr. cour. 400 \$, maint. 264⁹⁹ \$.

TIP TOP TAILORS

FONDÉE EN 1909

Notre satisfaction est garantie ou votre argent vous sera remis. Si n'importe quel vêtement de Tip Top Tailors ne répond pas à vos attentes, nous ferons le nécessaire afin d'assurer votre entière satisfaction.



Emballant!

Irénée Lemieux et Louis Fortier, les instigateurs de l'aménagement de l'îlot Fleurie, sont revenus à la charge avec quelques voisins du quartier Saint-Roch hier pour protester contre la dégradation de leur environnement urbain et ont enrubbanné comme un cadeau une maison en ruines de la Côte d'Abraham à laquelle ils ont apposé une affiche où il était inscrit: « Citoyens, un cadeau pour vous, vos élus qui vous aiment ».

**Mairie de Rivière-du-Loup
Marquis abandonne**

RIVIÈRE-DU-LOUP — Après 23 ans de vie politique active, le maire de Rivière-du-Loup, M. Jean-Léon Marquis, vient d'annoncer son retrait de la scène municipale. M. Marquis a été conseiller municipal pendant 15 ans et était maire depuis 1983.

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

A l'occasion d'une séance spéciale du Conseil municipal de Rivière-du-Loup lundi, le maire a invoqué plusieurs raisons justifiant sa décision de ne pas solliciter, en novembre, un troisième mandat.

M. Marquis, qui aura 66 ans en novembre, s'est dit déçu de la tournure du dossier de la localisa-

tion du Centre de détention de Rivière-du-Loup qui a donné lieu à une querelle avec la municipalité de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup et avec des organismes régionaux.

« Ce n'est pas de cette façon que nous bâtissons une politique de développement régional », a-t-il précisé devant une vingtaine de personnes présentes dans la salle du conseil.

■ Sous enquête

QUÉBEC — L'inspecteur André Savard du Commissariat des incendies de Québec a demandé au chef de division Jules Bolduc du service des incendies de procéder à certains prélèvements d'indices matériels à l'intérieur du garage Auto Saint-Charles, situé au 550 de la 1re Avenue (entre les 5e et 6e Rues dans le secteur de Limoilou), où un incendie a éclaté, tôt en début de soirée hier. Les flammes ont également détérioré considérablement les locaux de Location de Mini-Entrepôts, à l'étage supérieur de l'immeuble. Les pompiers ont rapidement réussi à limiter les dommages et à protéger les maisons adjacentes. À leur arrivée sur les lieux, ils ont dû défoncer les accès pour pénétrer dans le garage (lave-auto) afin d'atteindre le foyer d'incendie.



Louis-Guy
LEMIEUX

12 petits chiens savants

Il était une fois 12 adorables loulous de Poméranie qui, parfaitement dressés, faisaient la joie des enfants et des touristes dans le quartier Petit-Champlain...

Le conte de tante Lucille s'arrête ici. L'administration municipale vient de les chasser avec leur maître comme des nuisances publiques et ce malgré l'appui des commerçants locaux.

Grâce à une « tolérance », Marc Desrochers exerçait le métier de montreur de chiens, depuis cinq ans, dans la rue du Petit-Champlain. Il avait dressé une douzaine de poméranais à faire le beau devant les touristes. Il demandait de 3 \$ à 5 \$ pour une photo. Les visiteurs de la plus sympathique rue commerçante de Québec adoraient cela.

Il était devenu l'une des principales attractions du coin. Des journaux du monde entier avaient parlé des poméranais savants de Québec. Des journaux comme le « Washington Post », le « Los Angeles Times », le « Pomeranian Review », le « Canine Review », etc. Des Japonais en avaient fait une carte postale.

Jusqu'à ce qu'un fonctionnaire de la ville vienne voir M. Desrochers, il y a un mois, pour lui signifier qu'il violait les règlements municipaux.

M. Desrochers écrivit au maire L'Allier. Il parla de son problème au chef de cabinet du maire et à sa secrétaire. En vain. Le règlement, c'est le règlement. Qu'on soit poméranien ou pas. **Des loulous déprimés**

Il y a 15 jours, découragé, Marc Desrochers a quitté le quartier Petit-Champlain avec sa troupe de loulous. Ils habitent maintenant sur la Rive-Sud, à Lévis. Pour survivre, le dresseur de chiens, se produit dans les centres d'accueil pour vieillards et dans les hôpitaux pour enfants, ce qu'il faisait auparavant durant la saison morte. On dit que le spectacle qu'il a mis au point, sorte de zoothérapie, fait merveille auprès des malades.

Interrogé, le directeur général du quartier Petit-Champlain, Normand Chatigny, déclare que la large majorité des commerçants qu'il représente étaient favorables à la présence de M. Desrochers et de ses chiens savants.

« La seule condition que nous lui avons posée, c'était qu'il s'exécute dans le petit parc voisin du théâtre Petit-Champlain. Ce qu'il avait accepté. Auparavant, quand il donnait son spectacle dans la rue, il se formait des attroupements qui gênaient la circulation des gens », précise M. Chatigny.

Rejoint chez lui, M. Desrochers explique qu'il tente de garder le moral. Agé de 61 ans, malade du cœur (il en est à sa deuxième opération), il tire le diable par la queue et se demande comment il va pouvoir nourrir et soigner ses 12 poméranais qui sont maintenant 14 puisque deux petites sœurs viennent de naître. Son spectacle de rue lui rapportait jusqu'à 5000 \$ par été.

Par fierté
Ce qui semble le chagriner le plus, c'est que le maire L'Allier, en qui il avait confiance, n'ait jamais répondu à sa lettre et ne soit pas intervenu en sa faveur.

« Un fonctionnaire que je ne connais pas et qui appartient à je ne sais quel service m'a fait signer un papier et m'a dit que ma tolérance venait de sauter », explique-t-il.

« On m'a dit que je pourrais continuer si je me contentais de passer le chapeau après mon spectacle au lieu de charger un prix fixe aux touristes qui veulent se faire photographier avec mes chiens. Le problème, c'est que je refuse de quêter. Par fierté. Je ne l'ai jamais fait.

« Quand un policier m'a donné un billet d'infraction de 25 \$, j'ai décidé de prendre mes petits et de déménager ailleurs... »

Après avoir fermé les établissements à caractère érotique et le club de boxe olympique, après avoir chassé les danseuses du centre-ville, l'administration du Rassemblement populaire s'en prend maintenant aux petits chiens savants...

À qui le tour ?

EconoBMRisez
avec les **BMRabais**
de votre **BMRiste**

Prix BMR en vigueur jusqu'au 21 septembre 1991. Ces prix sont "Payez et Emportez".



BOULANGER

16³⁹

Moulure pour plancher Boulanger
Série Colonial #1135. Pin jointé décoratif. Longueur de 8 pieds

PREMDOR

61⁹⁹

Porte Colonist réversible
30" pré-montée, 1 3/8" x 30" x 80"

TREMCO

7²⁹

Mono-mousse de TREMCO
Mousse isolante en polyuréthane expansible. Format de 350 g

FIBERGLAS CANADA INC.

21⁹⁹ /sac

Isolant rose FIBERGLAS
R-12/15", 3 1/2" d'épaisseur.
Un sac couvre 99.9 pi.ca.

FIBERGLAS CANADA INC.

19⁹⁹ /sac

Isolant rose FIBERGLAS
R-20/15", 6" d'épaisseur.
Un sac couvre 54.9 pi.ca.

CELFORT 200

5⁵⁹

Polystyrène rose
Celfort 200
Type 3. Facteur R-5. 1" x 2' x 8'

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités ou d'offrir des substituts.

QUINCAILLERIE DE LÉRY INC.
604, av. de Léry
BEAUCEVILLE
774-3311

ADÉLARD LEHOUX & FILS L.TÉE
1305, rue Champlain
DISRAËLI
449-2825

MATÉRIAUX CLAUDE LEBEL INC., Les
38, rue Boucherville
MONT-JOLI
775-4323

E. AUDET & FILS (1983) INC.
294, boul. Dussault
SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES
268-3525

RÉJEAN LEMIEUX INC.
Rue Principale
SULLY
893-5565

YVON LAPLANTE INC.
1649, boul. Smith Nord
THETFORD MINES
338-3144

BONAVENTURE BMR
154, rue Grand-Pré
BONAVENTURE
534-2858

HENRI JEAN & FILS INC.
270, boul. Mailloux
LA MALBAIE
665-3907

J. A. CORMIER & FILS INC.
224, chemin Cyr
NEW RICHMOND
392-5053

MARCEL CHAREST & FILS INC.
997, route 230 Est
SAINT-PASCAL DE KAMOURASKA
492-5911

LAUREMAT INC.
834, boul. Laure
SEPT-ÎLES
968-1555

MATÉRIAUX AUDET INC.
4250, boul. Henri-Bourassa
CHARLESBOURG
626-1143

MATANE BMR INC.
515, av. du Phare Est
MATANE
562-1590

MATÉRIAUX LEMIEUX INC.
198, Trans-Canadienne
NOTRE-DAME-DU-LAC
899-6705

BMR ci beaucoup!

Thérèse Dumont Grégoire Desgagnés

Service d'achats à domicile

Venez rencontrer Thérèse Dumont et Grégoire Desgagnés, représentants du Service d'achats à domicile Eaton. Ils vous présenteront une exposition de revêtements de fenêtres au magasin Eaton de Sainte-Foy:

le jeudi 19 septembre, 12h30 à 21h;
le vendredi 20 septembre, 12h30 à 21h;
le samedi 21 septembre, 10h30 à 16h.

Chacun disposera de centaines d'échantillons de tissus et vous prodiguera de judicieux conseils pour l'aménagement de votre intérieur.

Avec notre Service d'achats à domicile, vous trouverez tout ce qu'il vous faut, dans le confort de votre foyer, tout en profitant de la fiabilité Eaton.

Faites votre choix parmi une vaste sélection de tissus, tentures, couvre-lits, stores à enrouler, housses et rembourrages. Nous offrons aussi un superbe choix de stores, dont des verticaux et des plissés, dans une gamme de coloris dernier cri.

Un de nos représentants se rendra chez vous, sans frais ni obligation.

Composez **653-9331**

EATON
Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

ÉCHOS DES DEUX RIVES

LÉVIS

Les « tweets » s'attaquent à « bébé » Lindros

Les « tweets » du matin à la radio étudiante du cégep de Lévis-Lauzon ont décidé d'aider à leur façon l'état-major des Nordiques dans les démarches pour amener Eric Lindros dans la vieille capitale. Depuis lundi, les « morning men » Alain Jean, Steve Côté, Louis Leclerc et Patrick Godin organisent des activités les plus loufoques les unes que les autres pour aider les Nordiques à amasser les trois millions de dollars nécessaires pour attirer le capricieux hockeyeur à Québec. Lundi, on invitait les cégepiens à venir mettre une suce dans la bouche de « bébé » Lindros. Hier, c'était la journée du lancer de la tomate. Aujourd'hui, place aux dards et aux oeufs. Toute la semaine, pour la modique somme de 0,05 \$, les étudiants peuvent se défouler à leur guise aux dépens du surdoué. On a également fait imprimer 400 gilets (10 \$) montrant un Eric Lindros en pleine réflexion. Les affaires vont bien pour les « tweets » puisqu'ils ont déjà recueilli 85 \$. À la fin du festival Lindros, ils remettront tous les profits au président-proprétaire des Nordiques, M. Marcel Aubut. « Nous voulons montrer notre solidarité à l'endroit des Nordiques », indique Alain Jean. « Nous sommes aussi tannés de faire rire de nous autres par un jeune de 18 ans qui déblatère sans arrêt contre la ville de Québec », ajoute-t-il en précisant que le festival Lindros vise surtout à dénoncer le ridicule qu'a pris toute cette affaire au cours des dernières semaines.

SAINT-ROMUALD

Francine Dubé est candidate à la mairie

Fille de l'ancien maire Paul-Émile Dubé, Francine Dubé a annoncé hier qu'elle sera candidate à la mairie de Saint-Romuald lors du scrutin du 3 novembre. Elle dévoilera bientôt les noms de ses coéquipiers qui tentent de se faire élire sous la bannière du mouvement Action Fierté dans l'un ou l'autre des six districts électoraux. En compagnie d'autres citoyens, Francine Dubé a récemment effectué une tournée de consultation publique sur les attentes des contribuables à la veille d'une élection. La santé des finances publiques est apparue au premier rang des préoccupations des résidents. Francine Dubé, qui veut redonner un sentiment de fierté et d'appartenance à une population divisée par le débat sur la fusion ratée avec Saint-Jean-Christostome, promet une gestion municipale transparente, équilibrée et harmonieuse.

RIVE-SUD

Sam Elkas à l'écoute des revendications

Le ministre des Transports, Sam Elkas, portera une oreille attentive aux récriminations du Réseau Trans-Sud et des élus de la Rive-Sud au sujet du partage de la surtaxe de 30 \$ imposée aux automobilistes afin de limiter les effets du retrait du gouvernement du Québec dans le financement des dépenses de fonctionnement des organismes publics de transport en commun. Selon une source du cabinet du ministre des Transports, M. Elkas est prêt à écouter les porte-parole de la Rive-Sud qui dénoncent le fait que seulement 441 000 \$ des 1,5 million \$ réclamés auprès des automobilistes de la Rive-Sud reviennent dans les poches du Réseau Trans-Sud, qui fait face à un manque à gagner d'un million de dollars à la suite de la réforme Ryan. Selon le mode de partage présentement soumis à une étape de consultation, la CTCUQ empocherait plus de 1,1 million \$ provenant des conducteurs de la Rive-Sud.

Symposium sur le transport en commun

Par ailleurs, c'est à l'automne que le ministre des Transports du Québec tiendra un symposium sur l'avenir du transport en commun dans la région de Québec. Les dates de cet événement ne sont toutefois encore connues. D'ici là, le ministère n'entend pas autoriser la Société des traversiers du Québec à procéder à des coupures de services à bord des traversiers assurant le lien fluvial entre Québec et Lévis.

Les maires exigent des coupures de services et de personnel
Non au projet de budget de la CTCUQ

Les maires de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) ont rejeté hier le projet de budget de la Commission de transport (CTCUQ) et lui ont demandé de revenir avec des hypothèses incluant des coupures importantes de services et de personnel.

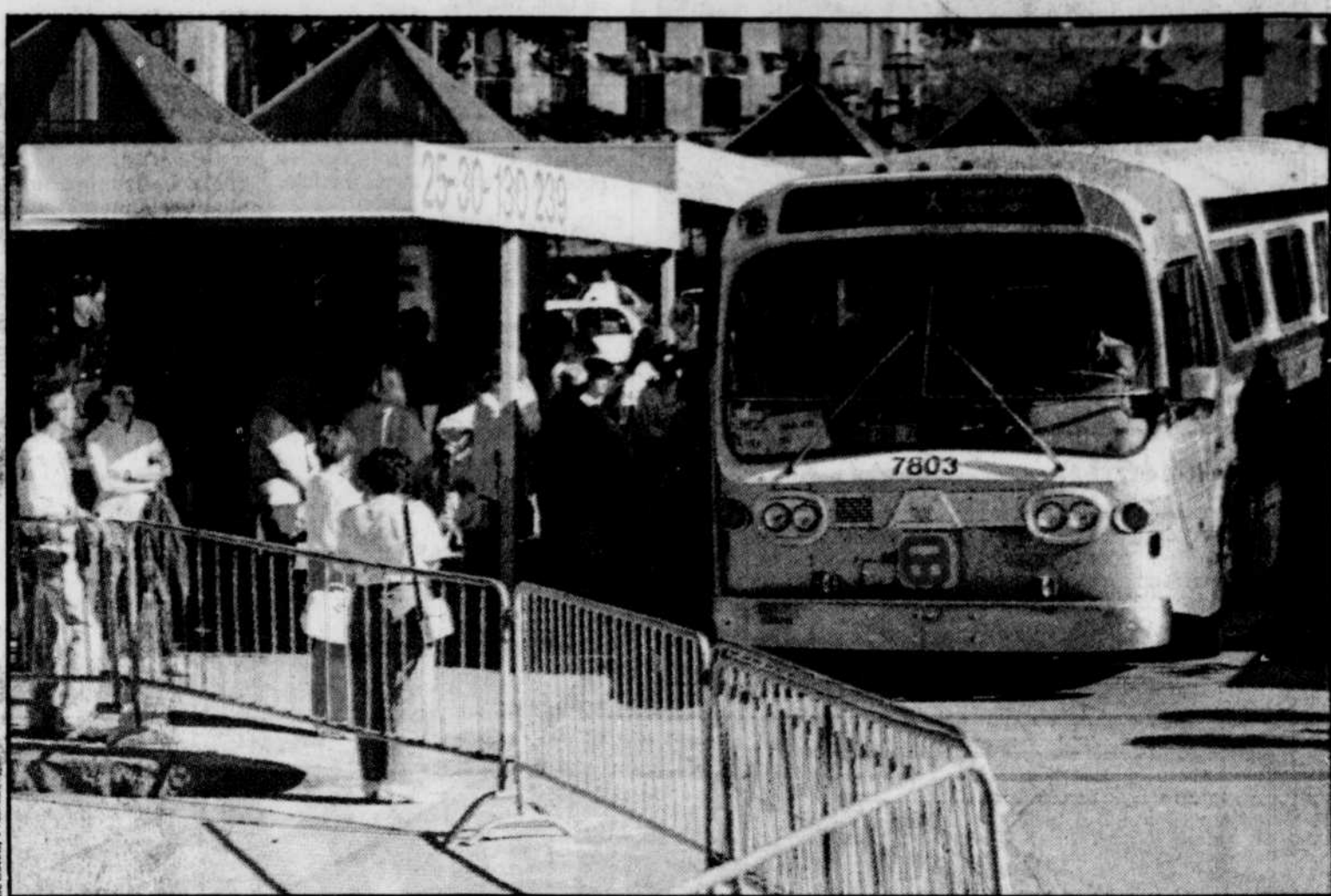
par RICHARD CÔTÉ et BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

Préoccupé par le risque que son plan de relance du transport en commun n'avorte, faute de moyens, le président Claude Larose s'est adressé à la presse après que le comité exécutif de la CUQ lui ait demandé de refaire ses devoirs.

Son projet de budget suggérait une hausse de tarifs pour les usagers d'environ 10 % et une augmentation de la quote-part des municipalités de 14,5 millions \$. Or ce dernier point semble très difficile à avaler.

M. Larose présentait un budget de 93 millions \$, soit le budget de 1991 indexé au coût de la vie. Mais dans ce montant, il demandait aux municipalités de se partager les 4 millions \$ d'inflation et les 17 millions \$ de manque à gagner à la suite de la décision du gouvernement de ne plus subventionner le fonctionnement des organismes publics de transport en commun.

Dans environ un mois, la CTCUQ doit présenter d'autres hypothèses de budget contenant cette fois des coupures de services et d'employés avec leurs impacts et leurs coûts. Mais M. Larose sait que si les



Le projet de budget présenté par le président de la CTCUQ, Claude Larose, suggérait une hausse de tarifs d'environ 10 % pour les usagers.

coups, sont trop importantes le plan de relance annoncé ne pourra se réaliser. Il ajoute qu'il est impossible de couper davantage à l'intérieur de la CTCUQ, et « les maires sont d'accord ». « Il reste donc à couper dans les heures de travail et les employés qui vont avec. »

M. Larose espère convaincre les maires de la nécessité de redonner de la vigueur au trans-

port en commun. Il est « fortement préoccupé par cela » car il croit mordicus que c'est le choix qu'il faut faire. Si le plan de relance ne se réalisait pas « ce serait désastreux », dit-il.

Pour le maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, ce n'est pas là une menace à la survie du transport en commun public. Il a en outre rappelé que les pré-

sentiments illustrent bien l'impact réel de la réforme Ryan que le gouvernement provincial a décidé de mettre en place sans évaluation préalable, selon lui.

Modérément optimiste elle aussi, Mme Andrée Boucher, de Sainte-Foy commente : « Avec un budget de 90 millions \$ comme celui de l'an passé, nous avons une bonne base pour faire plein de choses si chacun

met l'épaulé à la roue », juge-t-elle, affirmant qu'il faudrait non seulement couper dans les services mais aussi revoir la flexibilité des horaires et la polyvalence des employés notamment.

Enfin, MM. Denis Giguère et Robert Cardinal, respectivement maires de Loretteville et de Ville de Vanier, souhaitent des coupures sévères dans les coûts de la CTCUQ.

Les quatre plus gros syndicats d'employés de la ville sont catégoriques

«Absolument pas question d'ouvrir la convention»

Les présidents des quatre plus gros syndicats d'employés municipaux de la ville de Québec refusent d'ouvrir les conventions collectives pour satisfaire la direction qui veut réduire à 2 % les hausses de salaires déjà accordées. Ils seront polis, écouteront ce que la ville a à dire, mais ils tiendront au respect des contrats signés.

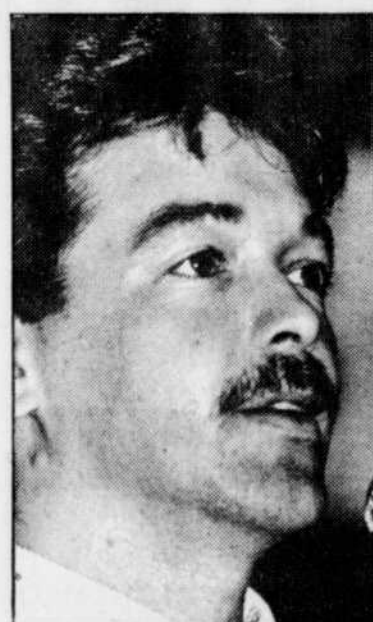
par BENOÎT ROUTHIER
LE SOLEIL

C'est en résumé l'attitude de MM. Mario Renaud, Gaston Verreault, André Durocher et André Pelletier, respectivement présidents du syndicat des employés manuels, du syndicat des employés de bureau, de la Fraternité des policiers et du syndicat des pompiers.

MM. Renaud, Verreault et Durocher disent n'avoir jamais été informés de l'intention de la direction de la ville de rencontrer les exécutifs syndicaux. « Je l'ai appris dans LE SOLEIL », disent MM. Renaud et Verreault. Ils reconnaissent qu'une rumeur en ce sens courrait dans les corridors mais pas plus.

Le président de la Fraternité des policiers dit qu'en acceptant une augmentation de 4 % pour 1992 son syndicat fait déjà son effort et qu'il n'est « absolument pas question d'ouvrir la convention » et d'accepter une diminution de la hausse prévue.

M. Durocher dénonce la tactique de la ville qui va pleurer devant la population et demander à ses employés des diminutions d'augmentations de salaires.



Mario Renaud accuse des directeurs de services.

M. Durocher ajoute que depuis qu'il y a un nouveau directeur général, « tout ce qu'on a, c'est une job de bras partout ! » Il laisse même entendre que beaucoup d'employés cadres sont « écoeurés » de voir ce qui se passe, la direction générale passe par-dessus eux, etc.

Le président des cols bleus, lui, accuse plutôt certains directeurs de services. Peu importe qui sont les politiciens, si ceux qui géraient mal autrefois sont encore là, « les adjoints et les directeurs de services, c'est du pareil au même ».

C'est « frustrant, on repart en guerre », dit M. Durocher. Il croit que l'Union des municipalités du Québec (UMQ) a décidé de faire cette guerre en commençant dans les grosses villes comme Québec, Montréal, Sherbrooke et Trois-Rivières.

Le président des cols blancs

demande pour sa part le respect de la convention qui prévoit une augmentation de 5 % avec une indexation maximale de 1,5 %. Toutefois M. Verreault est prêt à rencontrer la direction pour voir quels autres arrangements sont possibles.

M. Mario Renaud dit qu'il sera poli, qu'il ira écouter ce que la direction a à dire et qu'il présentera le tout à l'assemblée générale. Mais à prime abord, il dit non au non-respect de la convention collective et il est

convaincu que les syndiqués pensent de même.

Le chef du Progrès civique (PC), M. André Forgues, croit que l'administration du maire Jean-Paul L'Allier prépare ainsi la population à une forte augmentation des taxes et qu'elle tente d'en faire porter une partie de l'odieux sur les employés municipaux.

M. Forgues dit que c'est la mauvaise gestion et l'inertie de l'administration du Rassemblement populaire qui sont les res-

ponsables de la situation de crise de la ville.

Enfin M. Forgues dit que l'administration actuelle aurait dû donner l'exemple de l'austérité en étant plus modeste au cabinet du maire et au service des communications dans l'embauche de personnel politique. M. Forgues note que tous les membres du comité exécutif sont à plein temps et qu'une élue est aussi payée en surplus pour supporter les membres du comité exécutif.

Les autres grandes municipalités n'entendent pas imiter Québec

Même s'ils disent comprendre parfaitement la décision de l'administration de la ville de Québec de couper les hausses salariales prévues aux conventions collectives des employés municipaux, les maires n'envisagent pas en venir à des moyens aussi radicaux à court terme dans les quatre autres plus importantes municipalités de la région.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

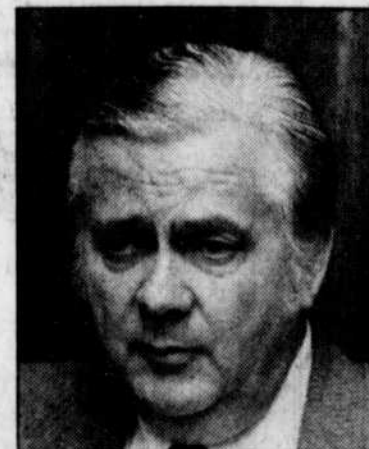
« Il ne faut cependant pas se surprendre que des municipalités en soient rendues là, compte tenu des contretemps de la réduction et des retombées de la réforme Ryan sur les contribuables », dit Mme Andrée Boucher, mairesse de Sainte-Foy.

« Je suis d'accord avec le principe qui a guidé M. L'Allier, affirme-t-elle, les villes ne sont pas des entreprises qui font des profits et la facture revient finalement au contribuable qui, par les temps qui courent, tente simplement de préserver ses acquis », souligne Mme Boucher affirmant que Sainte-Foy a la

chance d'être en meilleure situation financière que Québec et n'aura pas à réduire les augmentations de salaires déjà négociées.

Pour le maire de Beauport, M. Jacques Langlois, l'urgence n'est pas la même dans cette ville et il faudra analyser la situation et corriger, si besoin est, au fur et à mesure des négociations futures des conventions collectives.

Quant au maire de Charlesbourg, M. Ralph Mercier, il ne voit pas la nécessité de telles mesures dans l'immédiat, mais n'écarter pas une telle possibilité si le fardeau fiscal continue de s'alourdir sur le contribuable. « Nous sommes conscients que la faculté de payer du citoyen a des limites et qu'il faudra trou-



Ralph Mercier : « Trouver d'autres solutions... »

ver d'autres solutions pour faire face à des dépenses sans cesse croissantes », a dit M. Mercier.

À Lévis, pas question non plus de rouvrir les ententes déjà négociées car il faut tenir compte du fait que lors de la fusion, il a déjà fallu pratiquer un nouvel équilibre des conditions salariales des 250 employés.

PLACE LAURIER VOUS INVITE

PLACE LAURIER

PLACE AUX IDÉES

LE SOLEIL

LA BAIE. SEARS. SPORTS EXPERTS. WISE. ZELLERS ET PLUS DE 350 BOUTIQUES ET RESTAURANTS DONT LA HALLE BOUFFE AU 3^e ÉTAGE

HORAIRE DES ACTIVITÉS

- Jeudi 19 septembre : à 18h et 20h, spectacle de danse avec le groupe Dix Versions, à 19h, mini-défilé de mode avec la boutique Polo Rico.
- Vendredi 20 septembre : à 18h et 19h, spectacle de danse avec le groupe Graffiti, à 20h, mini-défilé de mode avec la boutique Polo Rico.
- Samedi 21 septembre : à 11h, spectacle de danse avec le groupe Dix Versions, à 12h30 et 15h, spectacle de danse avec le groupe Graffiti, à 13h30, mini-défilé de mode avec la boutique Polo Rico.
- Tous les jours de la semaine : à 13h30, mini-conférence sur les symboles de l'entretien des textiles.

VISITEZ LES DIVERS STANDS ET COUREZ LA CHANCE DE GAGNER DES PRIX ALLANT DE 60 \$ À 250 \$.

LE SOLEIL

IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

PLACE LAURIER

PLACE AUX IDÉES

AN'S

PLACE LAURIER